L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES:—NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 11 FEVRIER 1847.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR
MAGNE & WEISSE,
No. 81, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 11 FEVRIER 1847.

NOMINATIONS WHIGS!
POUR SENATEURS
JAMES P. FRERET.
FERGUS GARDERE.
POUR REPRESENTANT DU 3me DISTRICT,
RANDELL HUNT.

GRANDE ASSEMBLÉE DE WHIGS.

Conformément à l'avis donné par les journaux whigs de cette ville, une grande assemblée des whigs a été tenue hier soir à la Bourse St. Louis. Le juge BULLARD a été appelé au fauteuil.

MM. Charles Claiborne, J. Lanata, Léon Queyrouze, A. Labourdette, Dr R. M. Graham, W. Andry, J. W. Smith, Geo. Allen, W. H. Garland, Jules Cassard, R. B. Sikes, V. Wiltz, H. Van Hoven, ont été nommés vice-présidents, et MM. J. L. Fabre, P. S. Warfield et J. R. Vienne, secrétaires.

Sur motion, MM. Jules Cassard, Charles Boudousquie, T. W. Kinsella et F. Zacharie sont nommés d'un comité chargé de rédiger des résolutions.

L'assemblée est ensuite haranguée par le capitaine Bryce, MM. J. W. Smith et Henry Ogden.

Les résolutions suivantes sont soumises à l'assemblée. Attendu que la prochaine élection est de la plus haute importance pour cette ville, et attendu que le parti whig a une majorité décisive dans cette paroisse, il est en conséquence résolu qu'il est du devoir des whigs de la Nouvelle Orléans de faire tous leurs efforts pour le succès du parti, vendredi prochain, 12 du courant.

Résolu que les whigs soient respectueusement invités de venir voter le plus tôt possible, et qu'après avoir déposé leurs votes, qu'ils s'engagent à faire voter tous leurs amis, afin de ne pas perdre un seul vote whig.

Resolu que chaque whig soit prié de faire attention dans son district respectif pour qu'aucun vote illégal ne soit déposé dans le scrutin.

Resolu de plus, qu'il est du devoir des bons whigs de donner tout leur temps, le jour de l'élection, pour le succès de nos candidats, et qu'avec cette assurance nous sommes certains de la victoire.

L'assemblée a adopté ces résolutions à l'unanimité et s'est ensuite ajournée, en donnant trois hourras pour le succès de la cause whig.

A l'arrivée du meeting, le gouverneur Jones, du Tennessee, qui se trouvait présent, a été appelé par la multitude. Nous regrettons de ne pouvoir donner quelques fragments de ses discours partisans, qui a été vivement applaudi.

BULLETIN.—Les deux séances du congrès dont nous publions aujourd hui le sommaire, présentent plusieurs points qui se recommandent à l'attention des amateurs et du public.

Et d'abord, on y verra *l'illustre* M. Walker, le grand secrétaire de la trésorerie, le puissant avocat des droits de revenu qui vient présenter au sénat un bon travail, duquel il résulte que notre administration, naguère une route à la liberté commerciale et au système de toute protection, est maintenant fort disposée à accorder un droit de protection à quelques-unes de nos industries : le fer, le charbon et le sucre en particulier. Elle a cette année des revenus un peu plus forts que ceux qu'elle attendait du tarif de 1846, et elle propose d'avoir recours sur certains articles, elle qui prétendait si bien par l'organe dudit M. Walker, que la bonne manière pour avoir de gros revenus, c'était d'avoir de faibles droits. Voilà donc où en sont réduites les partisans du libre commerce et du tarif de revenu. Il n'y a guères plus de deux mois que leurs jeux scéniques sont mis en application, et déjà ils y proposent des modifications. O admirable connaissance !

On remarquera ensuite la sollicitude toute paternelle avec laquelle la majorité locofoco de la chambre, s'empresse de couvrir la responsabilité du président de son choix. On demandait des explications sur le retour de Santa-Anna au Mexique : c'est autant pis pour ces révélations compromettantes, vite on a étouffé cette motion sous un vote de parti; et l'intrigue dans laquelle le rusé Mexicain a joué notre gouvernement reserta encore un mystère.

Enfin on aura le plaisir d'entendre ce "bill des trois millions" que les amis du président voudraient bien mettre à sa disposition pour arranger les affaires du Mexique. Un dernier, M. Polk ne demandait que deux millions, et voilà qu'on lui en veut voter trois. C'est assurément de la générosité, ou je ne m'y connais pas. Et pourquoi faire ces trois millions ? Pour amener le gouvernement mexicain à traiter ! Mais il ne le veut pas, il la déclare, la majorité du congrès a fait une profession de foi du même genre. A quoi vont-on donc ? Eh "mon Dieu, qu'en sait Notre Executif qu'en sait-on bien rentrer Santa Anna au Mexique, à peut-être envie de lui faire accepter quelque gros cadeau en espèces, espérant sans doute que cet habile général parti, la nation deviendra plus traitable. Dieter est assez saugrenue en vérité pour être tombée dans la cervelle de nos hommes d'Etat, et que cependant la comédie-parade dont le premier acte s'est joué à la Havane. Tout cela serait bien drôle, si ce n'était pas si triste.

HISTOIRE DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE.—Le sixième volume du grand ouvrage de M. Thiers a été publié le 1 janvier dernier à Paris. Le sept-ème est sous presse et sera publié à la fin de février. Le nouveau volume se compose de trois livres. Un et Trafalgar, Austerlitz, Confédération du Rhin. M. Thiers raconte sous ces trois titres, qui rappellent ses plus grandes actions de cette époque mémorable, l'histoire de France, on pourrait dire de l'Europe, depuis le mois 1805, à partir du camp de Boulogne, jusqu'au mois d'août 1806, où des plus glorieuses phases de l'époque impériale. La guerre et la grande politique se tiennent pas toutes la place dans ce récit. L'administration intérieure de la France, les finances, les institutions nationales, les établissements utiles, les embellissements de la capitale, marchent de front avec les triomphes de nos armées, et les combinaisons diplomatiques de ce génie imaginatif de cette intelligence admirable dont l'histoire embrasse l'ensemble et les détails de la politique, de la guerre et de l'administration, donne partout le mouvement et suffit à tout avec un zèle que les obstacles ne peuvent vaincre, que le succès encourage, et dont les applaudissements de la nation sont la récompense.

Les steamers français.

Des renseignements émanés des meilleures sources confirment la nouvelle donnée par le *Courrier du Havre*, relativement au traité conclu entre la compagnie Hérout et de Handel, du Havre, et le gouvernement français. Ce traité *a été signé*, et si, comme cela est très probable, les chambres s'approuvent sans retard, le premier steamer partira du Havre pour New-York *dans le courant de mars ou d'avril*. Aux dernières dates, les travaux étaient activement commencés à bord des steamers pour la construction des chambres et autres aménagements nécessaires à leur nouvelle destination. Ces bâtiments, qui ont été affectés au service de la marine militaire, ont la solidité de frégates, mais ils ont, en retour, dit-on, le défaut de cette qualité, c'est-à-dire qu'ils sont un peu lourds à la marche. On ne pense pas qu'ils puissent traverser l'Océan en moins de 18 jours. C'est là un défaut capital, suivant nous, dans une entreprise destinée à entrer en concurrence avec les steamers anglais qui font le même trajet en 13 jours. Cette infériorité comparative portera une fatale atteinte au succès de l'entreprise, et mieux eut valu attendre encore que de commencer dans des conditions d'inégalité reconnues d'avance. La compagnie Hérout et de Handel doit assurer les quatre steamers qui lui sont loués par le gouvernement, afin que celui-ci soit garanti contre toute perte en cas de sinistre.

M. Soulé était à Washington le 2 courant, dans l'après-midi ; mais la fatigue du voyage l'a empêché de se présenter au Sénat.

FINANCES DU GOUVERNEMENT.— D'après un état de situation publié officiellement, le montant total des bons du trésor en circulation, au 1er courant, était de $4,375,180, 97.

Le 25 du mois dernier, également d'après un tableau officiel, les fonds que le gouvernement avait en dépôt, soit dans les banques, soit ailleurs, s'élevaient à $2,684,964, 84. Sur cette somme, il n'y avait guères que $100,000 à la Nouvelle-Orléans.

MALHEUR.—Le 1er courant, le transport des Etats-Unis *Mississippien* a quitté l'arsenal de Norfolk, et a dû mettre à la voile quelques jours plus tard. Le corvette des Etats-Unis *Decatur* était également prête à prendre la mer ; mais on ne savait pas quelle était sa destination.

RETOUR.—Le 1er courant, un nouvel essai a été fait dans la Législature du Kentucky pour élire un sénateur des Etats-Unis. Il a encore échoué. Comment cela finira-t-il ? Il est à craindre que les whigs n'aillent pas, faute de s'entendre, se donner donner le pas sur leurs adversaires.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS— *Mercredi 10 fév.*

M. Moise, au nom du comité judiciaire auquel a été référé le bill du Sénat, concernant les tuteurs nommés aux mineurs résidant dans les autres Etats, recommande le rejet de ce bill.—Ce rapport est adopté.

Le même membre, au nom du même comité, rapporte plusieurs bills, parmi lesquels nous remarquons ceux-ci: "acte relatif à l'élection des constables dans la paroisse Jefferson"; —"acte pour autoriser le juge du 5me District judiciaire et le juge du 1er District à siéger mutuellement à la place l'un de l'autre"; —"acte pour créer un nouveau juge pour les Cours de District de la Nouvelle-Orléans."

M. Smith, de la majorité du comité judiciaire, rapporte un acte relatif à l'administration des successions et pour réduire les frais de ladite administration. M. Toomey présente, au nom de la minorité, un rapport contre le bill. Les deux rapports sont mis à l'ordre spécial du jour pour vendredi de la semaine prochaine.

M. Lewis demande la reconsidération du bill relatif aux devoirs du coroner. Sa motion prévaut, et le bill est *référé* à la délégation des paroisses d'Orleans, de Jefferson et de Plaquemines.

M. Lewis introduit un acte relatif à l'achat d'un drapeau pour les volontaires de la Louisiane.—Référé au comité judiciaire.

La Chambre vote une résolution, enjoignant à l'ingénieur de l'Etat d'examiner le bayou Vermillion, afin de s'assurer si l'on pourrait creuser un canal pour lier ledit bayou à une baie du littoral.

L'acte affectant $5,000 à l'achat d'armes et de munitions pour la milice de l'Etat, est pris en considération, la troisième fois et passé.

L'acte pour dispenser les pompiers de la paroisse Jefferson de la nécessité de faire partie du jury, est la troisième fois et passé.

L'acte relatif aux encanteurs de l'Etat est, sur motion de M. Vason, mis à l'ordre spécial du jour pour lundi prochain.

L'acte allouant une rétribution aux aumôniers des 1er, 2e, 3e et 4e régiments de volontaires de la Louisiane, subit une 3e lecture.

La Chambre discute ensuite le bill relatif aux encanteurs publics, le réfère au comité judiciaire. Puis elle s'ajourne.

SÉNAT.—Le Sénat vote le bill de la Chambre qui accorde une rétribution à M. Thomas H. Eastland pour les services qu'il a rendus à l'Etat en réglant les comptes de ce dernier avec le gouvernement fédéral.

Le bill des terres, voté par la Chambre des Représentants pendant la dernière session, est pris en considération par le Sénat, qui l'adopte après l'avoir amendé.

Le bill de la Chambre relatif à la vente des terres dont le produit est destiné aux améliorations intérieures, est pris en considération et passé après trois lectures.

Le Sénat s'occupe ensuite de la résolution de la Chambre enjoignant à nos sénateurs et représentants au Congrès de s'opposer à toute mesure qui aurait pour but l'ouverture du bayou Manchac.

M. Adams présente une clause additionnelle, déclarant que le gouvernement des Etats-Unis n'a pas constitutionnellement le pouvoir de lancer ou exécuter un pareil travail dans l'Etat, sans le consentement de celui-ci.

Cette clause est rejetée après un court débat, et la résolution est adoptée sans amendement.

Le Sénat s'ajourne.

Congrès.

Séance du 1er février à 17.

SÉNAT.—Une communication est reçue du secrétaire du trésor en réponse à la résolution de M. Cameron du 7 janvier. Cette communication recommande les augmentations de droits suivantes :

Dix pour cent sur les charbons de terre, les fers, les cuivres contant au-delà de quatre dollars par yarde, le blanc et le rouge de plomb ; vingt pour cent sur les sucres bruts, blancs et raffinés; cinq cents sur les cotons imprimés coûtant plus de trente cents la yard carrée ; cinq pour cent sur les cotons non imprimés, coûtant au-delà de vingt cents la yard carrée. On estime que ces augmentations de droit produiront environ $18,000,000 dollars.

Le secrétaire du trésor recommande en même temps une diminution de droits de cinq pour cent sur les laines, marteaux, cuivres de menuiseries, parties de charrue et les cotons coûtant pas plus de huit cents par yard carrée ; ces diminutions devront produire 55,000 dollars.

Il recommande de nouveau la taxe sur le thé et le café en la réduisant à quinze pour cent et l'établissement d'un droit sur quelques articles de la liste des articles francs, mais sans grande importance.

La communication du secrétaire du trésor est ensuite lue à l'impression.

Le bill de la chambre qui établit des routes postales au Texas est adopté.

Le bill de l'armée est repris. M. Houston propose de le renvoyer au comité militaire avec instruction de faire un rapport en conformité avec son amendement relatif aux volontaires, déjà précédemment reçu. M. Huntington appuie le renvoi, mais substitue aux instructions de M. Houston des instructions tendant à effacer la disposition qui autorise des certificats d'emprunt. Rejeté par 28 voix contre 18. Le bill est enfin adopté par 39 voix contre 3. MM. Gilley, Colquhoun et Davis votent contre.

Le Sénat s'ajourne, après avoir siégé quelques instans en séance exécutive.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.—La chambre s'occupe de la résolution de M. Thompson demandant communication de la correspondance avec le général Taylor. L'amendement de M. Ashmun, demandant des informations relatives au retour de Santa Anna au Mexique est rejeté par 99 voix contre 76. Ainsi la chambre refuse formellement de laisser connaître au public les faits qui se rattachent à la rentrée de Santa Anna au Mexique. On remarquera que le vote est essentiellement un vote de parti.

L'y résolution de M. Thompson est ensuite mise aux voix et adoptée par 101 voix contre 72.

L'ordre spécial appelle le " bill des Trois millions" qui doivent servir à régler nos difficultés avec le Mexique. M. King en demande le renvoi, et cette motion, après quelque débat, prévaut par 97 voix contre 83.

Une résolution de M. Reuben Chapman, tendant à demander des renseignements sur divers incidents relatifs à l'armée, est adoptée d'abord, puis reconsidérée et rejetée.

La chambre s'occupe ensuite de divers bills d'intérêt particulier, et ordonne l'impression d'une communication présidentielle en réponse à la résolution qui demandait les noms des membres du Congrès servant au Mexique, et de communications des départements de la guerre et du trésor.—La chambre n'étant plus en nombre, lève la séance et s'ajourne.

Séance du 2 février.

SÉNAT.—Le secrétaire de la guerre adresse une communication sur la situation des milices dans les divers Etats.

M. Benton fait un assez long discours en présentant les cartes de l'Oregon dressées d'après les notes du capitaine Frémon.

Les résolutions de *remerciement* au général Taylor que la Chambre a adressées la veille au Sénat, subissent une première lecture ; puis le Sénat s'occupe du "bill des trois millions" qu'a présenté M. Sevier. L'honorable sénateur présente quelques développements en faveur de son bill ; M. Miller, qui lui succède, le combat, et prend occasion de blâmer la manière dont l'Administration a conduit la guerre du Mexique. M. Sevier réplique avec beaucoup de chaleur. M. Mangum présente à son tour quelques remarques pleines de justesse et de raison. M. Berrien offre divers amendemens au bill, et ces amendemens, aussi bien que le passage du message présidentiel qui demandait deux millions à la dernière session, sont envoyés à l'impression.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.—Le bill des appropriations civiles et diplomatiques, se discute en comité général et provoque un vif débat, durant lequel le bill n'avance guères.

M. Wentworth de l'Illinois, fait un discours *flambant* pour justifier son opposition à la taxe sur le sucre et le café. Il adresse à bon parti des reproches fort mérités, et attaque en passant son collègue M. Wick.

M. Andrew Johnson suit l'exemple de M. Wentworth, et reproche amèrement à M. Polk et à M. Walker, d'avoir changé d'opinion sur la taxe du thé et du café. En 1841, M. Polk déclarait que le principe démocratique s'opposait à cette taxe, et voilà qu'aujourd'hui il la recommande.

M. Delano attaque vigoureusement la guerre; son discours est si plein de logique et d'habileté; il saisit si bien l'ensemble et les détails de la question, qu'il cause une véritable sensation dans la Chambre.

M. Wick répond à MM. Wentworth et A. Johnson ; et suivant son habitude, il suppodite ses discours d'anecdotes et de lazzis qui provoquent dans la Chambre une assez vive hilarité.

Le comité, entêtait aussi douté de ces quatre ou cinq discours, ne tire pour ce dispenser d'entendre M. Severance; puis la Chambre, après deux rappels en séance pour adopter le bill du l'Assemblée de Wan-Point, s'ajourne au lendemain.

IOWA.—La Législature de ce nouvel Etat n'a point fait de nouvel élection pour élire les sénateurs des Etats-Unis, et les juges de la Cour suprême. Elle entend pour procéder encore une fois à cette élection les erreurs de quelque élection complémentaire.

CHRONIQUE LOCALE.

PREMIÈRE COUR DE DISTRICT.—L'avocat de district a enregistré hier les actes d'accusation contre les prisonniers suivants, accusés de vol ; Henry Sanderman, John Kelly, Charles Coghlin, Nathaniel M. Parsons, James McMasters, James Armstrong et James *dit* George Miller. J. G. Johnson, accusé d'avoir donné asile à un esclave marron, Michel Norton, pour tentative de vol et assaut et batterie, Elizabeth Parsons f. d. c. l., pour avoir insulté une personne blanche.

Les prisonniers suivants ont assisté à la lecture de leur acte d'accusation et ont plaidé non coupable ; John Anderson, Michael Finnegan et John Langdon, tous trois accusés de vol.

L'avocat de district a renvoyé de la plainte, Ann Owen et Michael Reardon, accusés tous deux de vol.

John Myers, prévenu de vol, a été ensuite mis en jugement et acquitté par le jury.

Deux petites affaires d'assaut et batterie ont occupé ensuite l'attention de la Cour; dans l'une d'elles, le jury n'a pas prétendre sur la nature d'un verdict.

VOL AVEC EFFRACTION.—La police de la seconde Municipalité a arrêté hier un nommé John Carlington, du Long John, sous la prévention de s'être introduit avec effraction dans le magasin de MM. Lurdus et Toy, rue de la Levee, et d'en avoir emporté divers objets. Le délit ayant été commis dans les limites de la première municipalité, le prévenu a été livré aux autorités de cette partie de la ville.

ABUS DE CONFIANCE.—Le nommé J. A. Kimball a été arrêté hier par la police de la seconde municipalité sous la prévention d'abus de confiance. Il est accusé d'avoir dessellé un passeport qui lui avait été confié par M. William Johnson, pour être remis personnellement à une personne de Harrisonburg, (Louisiane), et d'en avoir soustrait une lettre contenant une somme de $200 en billets de banque. Cette importante affaire sera appelée ce matin devant le recorder Baldwin.

POLICE.—Première Municipalité. — James Thompson, et Frederick Yager, prévenus tous les deux de vol, ont été arrêtés hier et conduits au bureau du recorder (Génous), pour y être interrogés prochainement.

Le nommé F. Rivaux a été arrêté sous la prévention d'abus de confiance. Il comparaitra ce matin, devant le recorder.

ENQUÊTE.—Le coroner Spedden a tenu hier une enquête sur le corps du nègre Jacob appartenant à M. J. Bermudez, trouvé noyé au bayou près du lac. Il avait une légère blessure à la tempe gauche ; cependant le crâne ne paraissait pas fracturé. Le jury d'enquête a rendu un verdict de " noyé."

CONSEIL GÉNÉRAL.—*Séance de mercredi soir.*—M. Sidell y est présent.

M. Hollande présente une résolution, autorisant l'ex-trésorier de la paroisse à examiner les comptes de M. Charbonnet, ex-collecteur sur les impositions et percuteur. Cette résolution est adoptée.

M. Hollande présente une autre résolution, abrogeant cette partie de l'ordonnance régulant les taxes dans la ville de la Nouvelle-Orléans, portant que toute personne à qui il faudra une licence quelconque, paiera une piastre pour chaque licence. Cette résolution est adoptée, avec un amendement offert par M. Crozat, à l'effet de faire rembourser à ladite somme à ceux qui l'ont déjà payée.

Le comité sur la maison de cour présente une résolution, déclarant que le silent ne sera pas forcé de payer une partie du loyer payé par la ville, pour l'usage de son bureau. Cette résolution est adoptée après une longue discussion.

Le Conseil s'ajourne peu après.

LETTRE DU GÉNÉRAL TAYLOR.—C'est, on le sait, l'*Express* de New-York qui le premier, a publié la lettre du général TAYLOR. Ce journal s'indigne des rumeurs sur l'on a fait courir à propos de cette publication ; il proteste qu'il n'y pas eu, comme l'ont prétendu quelques correspondances, abus de confiance de la part de l'éditeur. Voici d'ailleurs les paroles mêmes de l'*Express* :

"Ces assertions sont pleines d'odieuses fausseté. Elle n'ont pas le moindre fondement. Le public doit en juger ; il a lu la lettre, elle est publiée ; il n'y a pas eu non plus l'étonnement dont il a été question. C'est à dessein que cette lettre a reçu la publicité. Celle-ci a été donnée d'ordre de publier ; il n'est pas un homme à rester la responsabilité de sa conduite. Nous sommes, pour notre part, responsables des commentaires ; mais quant à la lettre elle-même, celui qui l'a fait publier s'en est tout d'abord porté responsable.

FAUX-FUYANT.—Nous lisons dans le *Southern Tribune*, qu'un nègre Pirpamoulx, dit Big J. A. Mc. gad, ayant eu quelque difficultés par suite de propos attribués à ce dernier, le major mande M. Morgan à l'hôtel Morganza, dans la paroisse de la Pointe Coupée, et lui administre des coups de cravaches auxquels celui-ci répond par deux coups de pistolet, dont le major mourut sur le champ. M. Morgan, après avoir eu recours à l'épée, a fendu un crâne avec deux bras derrière et des